

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevins* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Conseillers communaux*.

Séance du 26.06.25

#Objet : Motion de solidarité de la commune d'Auderghem avec le peuple palestinien et déclarant la commune d'Auderghem Commune engagée contre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité #

Séance publique

Secrétariat

Le Conseil,

Vu la proposition de motion déposée par le groupe ECOLO-GROEN,

Vu l'amendement déposé et cosigné par les groupes Liste de la Bourgmestre et PS. L'amendement vise le remplacement intégral de la motion en ce compris son titre.

Le conseil, après débat en séance publique, est invité par son Président à voter sur l'amendement. Si celui-ci est approuvé, il n'y aura plus lieu de voter sur la motion. Si l'amendement est rejeté, il y aura un vote sur la motion.

Le vote sur l'amendement a lieu à main levée et donne le résultat suivant :

- Pour : 26
- Contre : 0
- Abstention : 5

L'amendement est approuvé. La motion initiale est ainsi remplacée et le vote sur celle-ci est sans objet.

Décide

D'approuver le texte de la motion tel que repris ci-dessous.

Motion de solidarité de la commune d'Auderghem avec le peuple palestinien et déclarant la commune d'Auderghem Commune engagée contre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité

Considérant la création de l'État d'Israël en 1948 sur base du plan de partage de l'ONU et l'expulsion de 800.000 Palestiniens dans les mois qui ont précédé et suivi.

Considérant depuis 1967 la politique israélienne illégale de colonisation, de spoliation et d'occupation d'une partie du territoire palestinien et le système d'apartheid mis en place par les autorités israéliennes à l'encontre de la population palestinienne ;

Considérant la résolution 242 du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 qui condamne l'acquisition de territoire par la guerre, qui demande le retrait des forces armées israéliennes des territoires palestiniens occupés et qui affirme l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de tous les États de la région ;

Considérant qu'aujourd'hui, quelque 650 000 colons sont installés illégalement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et que nombre de ces colons participent au morcellement du territoire palestinien et à une

stratégie de violence et d'oppression du peuple palestinien ;

Considérant l'attentat terroriste du Hamas survenu le 7 octobre 2023 qui a causé la mort de 1200 personnes israéliennes et la prise d'otage de 252 personnes dont nous réclamons la libération ;

Considérant le blocus quasi-total de Gaza imposé à l'entière des 2 millions d'habitants depuis 2007 et les conséquences humanitaires, économiques et sociales qui ont plongé la population dans une extrême pauvreté ;

Considérant que l'offensive israélienne menée dans la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023 a causé, au 9 mai 2025, la mort de 52 787 personnes, dont plus de 15 000 enfants, et fait 119 349 blessés, selon les autorités palestiniennes locales ;

Considérant l'étude de The Lancet du 10 janvier 2025 estimant que ce nombre était sous-estimé de 41%, et que le nombre de morts indirects pourrait être jusqu'à quatre fois plus élevé ;

Considérant la mort de plus de 200 journalistes palestiniens et de 300 travailleurs humanitaires dans la Bande de Gaza depuis le début de l'offensive israélienne qui a suivi le 7 octobre ;

Considérant la catastrophe humanitaire majeure engendrée par ces bombardements depuis plus de 625 jours et les frappes répétées sur des infrastructures civiles telles que des écoles, des marchés et des camps de réfugiés ;

Considérant que les déplacements forcés de population, affectant à Gaza plus de 80 % des 2,3 millions d'habitants peuvent être considéré comme des crimes de guerre voire des éléments constitutifs d'un crime de génocide ;

Considérant que le gouvernement israélien a mis en place volontairement un blocus humanitaire presque total de la Bande de Gaza jusqu'il y a peu qui a aggravé dramatiquement une famine sans précédent

Considérant que l'utilisation de la famine comme arme de guerre, si elle était avérée, constituerait un crime de guerre ;

Considérant que les déclarations d'officiels israéliens - notamment du Premier ministre Benjamin Netanyahu, du ministre des Finances Bezalel Smotrich, du ministre de la Sécurité nationale Itamar Ben-Gvir et de l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant - constituent des éléments de preuve d'une intention de commettre un crime de génocide.

Considérant que le "risque de Génocide" est repris et détaillé par de nombreuses ONG de renommées internationale telles que Amnesty International, Human Right Watch, Médecins sans Frontières mais aussi des organisations belges telles que le CNCD 11.11.11, l'Association Belgo-Palestinienne, l'Union des Progressistes Juifs de Belgique ;

Considérant les déclarations du 6 novembre 2024 de Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'Homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, alertant sur le risque de génocide à Gaza ;

Considérant l'ouverture d'une enquête en 2021 par la Cour Pénale Internationale sur des crimes de guerre présumés dans le Territoire palestinien occupé et considérant les appels croissants à enquêter sur de possibles crimes contre l'humanité et crimes de génocide perpétrés par le gouvernement israélien, notamment la déclaration du procureur fondateur de la Cour pénale internationale Luis Moreno Ocampo du 15 octobre 2023 ;

Considérant les mandats d'arrêt émis par la Cour Pénale Internationale pour des accusations de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre qui, selon le Procureur de la Cour, Karim Khan, auraient été commis dans le cadre de la guerre actuelle tant vis-à-vis de membres du Hamas que du gouvernement israélien ;

Considérant l'affirmation de longue date par les organisations de défense palestiniennes des droits humains, récemment rejointes par des organisations internationales telles que Human Rights, Watch, Amnesty International ou israéliennes comme B'Tselem ou Yesh Din ainsi que par plusieurs experts des Nations Unies selon lesquels l'État d'Israël se rend coupable du crime contre l'humanité d'apartheid notamment dans les territoires occupés ;

Considérant que la convention pour la prévention et la répression de crime de Génocide de 1948, oblige ses États signataires, dont la Belgique, à prendre des mesures pour prévenir les crimes de guerre et le crime de génocide;

Le conseil communal d'Auderghem décide :

- De déclarer la commune d'Auderghem Commune engagée contre les crimes de guerre et les crimes

contre l'humanité qui veillera à ne pas soutenir des entreprises ou des associations activement impliquées dans ce type de violation des droits humains

- Affirme sa solidarité avec le peuple palestinien, en particulier les civil-es de Gaza, les otages israélien-nes et leurs familles, et appelle à la fin immédiate des bombardements, du blocus et des actes de destruction systématique ;

Reconnaît que les actes commis par Israël à Gaza peuvent présenter les caractéristiques d'un crime de génocide en cours tel que défini à l'article II de la Convention de 1948 et qu'en vertu de l'art. 1er de celle-ci, l'ensemble des parties sont tenues de prendre des mesures préventives ;

- Dénonce l'extrême gravité de la situation à Gaza, en particulier pour les enfants ;
- Demande à la Cour Pénale Internationale ou à toute autre juridiction internationale habilitée en droit à procéder à la qualification de crimes de génocide, d'y procéder.
- Appelle à la fin immédiate des bombardements, des restrictions à l'aide humanitaire et aux actes de destruction systématique à Gaza ;

Et pour ces motifs, demande au Collège :

- D'examiner tout moyen pour mettre fin à toute collaboration de la Commune avec des institutions, des entreprises ou des entités complices de violations graves du droit international, en particulier toute entreprise active dans les colonies ou liée à l'industrie militaire israélienne ;
- D'examiner tout moyen conforme à la législation en matière de marchés publics afin d'éviter à la Commune toute implication directe ou indirecte avec des sociétés complices de l'occupation illégale ou de crimes de guerre ;
- De publier la présente motion sur le site internet de la commune ;

Demande au gouvernement bruxellois :

- D'examiner les aides économiques, subsides et partenariats régionaux qui pourraient bénéficier, directement ou indirectement, à des entreprises complices de la colonisation ;
- De suspendre toute mission économique en Israël tant que cet État ne respecte pas le droit international et les résolutions de l'ONU.

Demande au gouvernement fédéral :

- De reconnaître que les actes commis par Israël à Gaza peuvent présenter les caractéristiques d'un crime de génocide en cours à Gaza ;
- D'utiliser les éléments de pression dont il dispose afin d'œuvrer à un cessez-le-feu immédiat ;
- D'utiliser les éléments de pression dont il dispose afin d'œuvrer à la libération des otages israélien-nes ;
- D'utiliser les éléments de pression dont il dispose afin d'œuvrer à la libération des prisonnier-ères palestinien-nes non reconnus coupables de terrorisme ;
- D'utiliser les éléments de pression dont il dispose afin que priorité absolue soit accordée à la délivrance de l'aide humanitaire à Gaza, conformément aux injonctions de la Cour Internationale de Justice qui a obligé Israël dès janvier 2024 de fournir aide et nourriture pour la population et de rappeler à tous les protagonistes la nécessité absolue de privilégier la voie diplomatique à l'usage de la force.
- D'utiliser les éléments de pression dont il dispose afin d'œuvrer à une solution à deux états ;
- De défendre auprès des institutions européennes le réexamen de l'accord d'association UE-Israël, sur la base de la clause de respect des droits humains (article 2), d'imposer des sanctions économiques à l'encontre de l'état d'Israël et d'imposer un embargo sur les armes ;
- De reconnaître officiellement l'État de Palestine, comme condition d'une paix juste et durable, conformément au droit international et aux résolutions de l'ONU au plus vite et dans les meilleurs délais.

Transmet cette motion :

- Au Premier Ministre, au Ministre des Affaires étrangères, au Ministre-Président de la Région Bruxelles-Capitale, aux présidents du Parlement fédéral et régional bruxellois, ainsi qu'aux ambassades ou représentation de Palestine et d'Israël en Belgique.
- A Brulocalis, anciennement l'Union des Villes et Communes pour information et diffusion.

Le conseil communal exprime son attachement indéfectible aux principes universels du droit international humanitaire et des droits humains. Il condamne sans équivoque toute forme de violence contre les civils, où qu'elle ait lieu, quels qu'en soient les auteurs, et rejette l'usage de la guerre comme moyen de résolution des conflits. Le conseil appelle à la protection immédiate et inconditionnelle de toutes les vies humaines, au respect du droit international par toutes les parties, et à un engagement global pour une paix juste, durable et fondée sur la dignité et l'égalité de tous les peuples et s'inquiète fortement des risques d'escalade et de déstabilisation dans toute la région.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 26 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Martine Maelschalck, Philippe Adriaenssens, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Gabriela Banu.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME

Auderghem, le 27 juin 2025

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile
Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux,
Myriam Fobe, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De
Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Vincianne Lerate, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 26.06.25

**#Onderwerp : Motie van solidariteit van de gemeente Oudergem met het Palestijnse volk en
verklaring van de gemeente Oudergem als Gemeente geëngageerd tegen oorlogsmisdaden en
misdaden tegen de menselijkheid #**

Openbare zitting

Secretariaat

De Raad,

Gezien het voorstel van motie ingediend door de ECOLO-GROEN-fractie,

Gezien het amendement ingediend en medeondertekend door de fracties Liste de la Bourgmestre en PS. Het amendement beoogt de volledige vervanging van de motie, inclusief de titel.

De Raad wordt, na een debat in openbare zitting, door zijn Voorzitter uitgenodigd om te stemmen over het amendement. Indien het amendement wordt goedgekeurd, hoeft er niet meer over de motie te worden gestemd. Indien het amendement wordt verworpen, zal er over de oorspronkelijke motie worden gestemd.

De stemming over het amendement gebeurt bij handopsteking en levert het volgende resultaat op:

- Voor: 26
- Tegen: 0
- Onthouding: 5

Het amendement wordt goedgekeurd. De oorspronkelijke motie wordt daardoor vervangen en de stemming over deze motie is niet meer aan de orde.

Besluit

Het onderstaande motietekst goed te keuren.

**Motie van solidariteit van de gemeente Oudergem met het Palestijnse volk en verklaring van de
gemeente Oudergem als Gemeente geëngageerd tegen oorlogsmisdaden en misdaden tegen de
menselijkheid**

Ingediend op initiatief van de Ecolo-Groen-fractie, geamendeerd en medeondertekend door Liste de la Bourgmestre en PS

Gelet op de oprichting van de staat Israël in 1948 op basis van het verdelingsplan van de VN en de verdrijving van 800.000 Palestijnen in de maanden vóór en na deze oprichting;

Gelet op het illegale Israëlische beleid sinds 1967 van kolonisatie, toe-eigening en bezetting van een deel van het Palestijnse grondgebied en het door de Israëlische autoriteiten ingevoerde apartheidssysteem tegen de Palestijnse bevolking;

Gelet op Resolutie 242 van de Veiligheidsraad van 22 november 1967, die het verwerven van grondgebied

door oorlog veroorzaakt, oproept tot de terugtrekking van de Israëlische strijdkrachten uit de bezette Palestijnse gebieden, en de territoriale onschendbaarheid en politieke onafhankelijkheid van alle staten in de regio bevestigt;

Gelet op het feit dat vandaag ongeveer 650.000 kolonisten illegaal gevestigd zijn op de Westelijke Jordaanoever en in Oost-Jeruzalem, en dat velen van hen bijdragen aan de versnippering van het Palestijnse grondgebied en aan een strategie van geweld en onderdrukking van het Palestijnse volk;

Gelet op de terreuraanslag van Hamas op 7 oktober 2023 waarbij 1.200 Israëlische mensen werden gedood en 252 personen werden gegijzeld, waarvan wij de vrijlating eisen;

Gelet op de nagenoeg totale blokkade van Gaza sinds 2007, die de volledige 2 miljoen inwoners treft, en de humanitaire, economische en sociale gevolgen die de bevolking in extreme armoede hebben gestort;

Gelet op het feit dat de Israëlische offensief in de Gazastrook sinds 7 oktober 2023 volgens de Palestijnse autoriteiten op 9 mei 2025 al 52.787 doden heeft veroorzaakt, onder wie meer dan 15.000 kinderen, en 119.349 gewonden;

Gelet op de studie gepubliceerd in The Lancet op 10 januari 2025 waarin wordt geschat dat deze cijfers 41% onderschat zijn en dat het aantal indirecte doden tot vier keer hoger zou kunnen liggen;

Gelet op de dood van meer dan 200 Palestijnse journalisten en 300 humanitaire werkers in de Gazastrook sinds het begin van het Israëlische offensief na 7 oktober;

Gelet op de ernstige humanitaire catastrofe die door de bombardementen van meer dan 625 dagen wordt veroorzaakt, met herhaalde aanvallen op burgerlijke infrastructuur zoals scholen, markten en vluchtelingenkampen;

Gelet op het feit dat de gedwongen volksverhuizingen die meer dan 80% van de 2,3 miljoen inwoners van Gaza treffen, kunnen worden beschouwd als oorlogsmisdaden of zelfs als elementen van een genocide;

Gelet op het feit dat de Israëlische regering tot voor kort bewust een bijna volledige humanitaire blokkade van de Gazastrook heeft ingesteld, die een ongekende hongersnood dramatisch heeft verergerd;

Gelet op het feit dat het gebruik van hongersnood als oorlogswapen, indien bewezen, een oorlogsmisdaad zou vormen;

Gelet op de uitspraken van Israëlische politici – onder wie premier Benjamin Netanyahu, minister van Financiën Bezalel Smotrich, minister van Nationale Veiligheid Itamar Ben-Gvir en voormalig minister van Defensie Yoav Gallant – die bewijzen kunnen vormen van de intentie om een genocide te plegen;

Gelet op het feit dat het "risico op genocide" wordt aangehaald door talrijke internationale NGO's zoals Amnesty International, Human Rights Watch, Artsen zonder Grenzen, evenals Belgische organisaties zoals 11.11.11, de Belgisch-Palestijnse Vereniging en de Unie van Progressieve Joden van België;

Gelet op de verklaring van 6 november 2024 van Francesca Albanese, speciaal rapporteur van de Verenigde Naties voor de mensenrechtensituatie in de sinds 1967 bezette Palestijnse gebieden, waarin zij waarschuwt voor het risico op genocide in Gaza;

Gelet op het onderzoek dat het Internationaal Strafhof in 2021 heeft geopend naar vermeende oorlogsmisdaden in de bezette Palestijnse gebieden, en gelet op de toenemende oproepen om ook misdaden tegen de menselijkheid en genocide door de Israëlische regering te onderzoeken, onder andere door de oprichter van het Strafhof, Luis Moreno Ocampo, op 15 oktober 2023;

Gelet op de arrestatiebevelen die door het Internationaal Strafhof zijn uitgevaardigd wegens beschuldigingen van misdaden tegen de menselijkheid en oorlogsmisdaden die, volgens aanklager Karim Khan, zijn gepleegd in het kader van de huidige oorlog, zowel door leden van Hamas als door de Israëlische regering;

Gelet op het al lang bestaande standpunt van Palestijnse mensenrechtenorganisaties, recent bijgetreden door internationale organisaties zoals Human Rights Watch, Amnesty International en Israëlische groepen zoals B'Tselem of Yesh Din, evenals verscheidene VN-experts, dat de staat Israël zich schuldig maakt aan de misdaad tegen de menselijkheid van apartheid, met name in de bezette gebieden;

Gelet op het Verdrag inzake de voorkoming en bestraffing van genocide van 1948, dat de ondertekenende staten, waaronder België, verplicht om maatregelen te nemen ter voorkoming van oorlogsmisdaden en genocide;

Besluit de gemeenteraad van Oudergem:

- De gemeente Oudergem uit te roepen tot een Gemeente geëngageerd tegen oorlogsmisdaden en misdaden tegen de menselijkheid, die erop toeziet geen bedrijven of verenigingen te steunen die actief betrokken zijn bij dergelijke schendingen van de mensenrechten;

- Haar solidariteit te betuigen met het Palestijnse volk, in het bijzonder de burgers van Gaza, de Israëlsche gijzelaars en hun families, en op te roepen tot een onmiddellijke stopzetting van de bombardementen, de blokkade en de systematische vernielingen;
- Te erkennen dat de daden die door Israël in Gaza zijn gepleegd, de kenmerken kunnen vertonen van een lopende genocide zoals gedefinieerd in artikel II van het Verdrag van 1948, en dat overeenkomstig artikel 1 van dit verdrag alle partijen verplicht zijn preventieve maatregelen te nemen;
- De extreme ernst van de situatie in Gaza, in het bijzonder voor kinderen, te veroordelen;
- Het Internationaal Strafhof of enige andere bevoegde internationale rechterlijke instantie te verzoeken om de daden als genocide te kwalificeren;
- Op te roepen tot een onmiddellijke beëindiging van de bombardementen, van de beperkingen op humanitaire hulp en van de systematische vernielingen in Gaza;

En om deze redenen verzoekt de gemeenteraad het College:

- Elke mogelijkheid te onderzoeken om elke samenwerking van de Gemeente met instellingen, bedrijven of entiteiten die medeplichtig zijn aan ernstige schendingen van het internationaal recht te beëindigen, in het bijzonder bedrijven die actief zijn in de nederzettingen of gelinkt zijn aan de Israëlsche militaire industrie;
- Alle mogelijkheden te onderzoeken in overeenstemming met de regelgeving inzake overheidsopdrachten om elke directe of indirecte betrokkenheid van de Gemeente met bedrijven die medeplichtig zijn aan de illegale bezetting of oorlogsmisdaden te vermijden;
- Deze motie op de website van de gemeente te publiceren;

Verzoekt de Hoofdsdedelijke Brusselse Regering:

- Economische steun, subsidies en regionale partnerschappen die direct of indirect ten goede zouden kunnen komen aan bedrijven die medeplichtig zijn aan de kolonisatie, te herbekijken;
- Alle economische missies naar Israël op te schorten zolang die staat het internationaal recht en de resoluties van de VN niet naleeft;

Verzoekt de Federale Regering:

- Te erkennen dat de daden die door Israël in Gaza zijn gepleegd, de kenmerken kunnen vertonen van een lopende genocide;
- Alle beschikbare middelen van druk in te zetten om een onmiddellijk staakt-het-vuren te bewerkstelligen;
- Alle beschikbare middelen van druk in te zetten om de vrijlating van de Israëlsche gijzelaars te bewerkstelligen;
- Alle beschikbare middelen van druk in te zetten om de vrijlating te bewerkstelligen van Palestijnse gevangenen die niet veroordeeld zijn voor terrorisme;
- Alle beschikbare middelen van druk in te zetten om absolute prioriteit te geven aan de levering van humanitaire hulp in Gaza, overeenkomstig de bevelen van het Internationaal Gerechtshof dat Israël sinds januari 2024 heeft verplicht hulp en voedsel te verstrekken aan de bevolking;
- Alle betrokken partijen te herinneren aan de absolute noodzaak om de diplomatieke weg te verkiezen boven geweld;
- Zich in te zetten voor een tweestaten-oplossing;
- Bij de Europese instellingen te pleiten voor een herziening van het EU-Israël associatieakkoord op basis van de clausule inzake eerbiediging van de mensenrechten (artikel 2), om economische sancties tegen Israël op te leggen en een wapenembargo in te stellen;
- De Staat Palestina officieel te erkennen, als voorwaarde voor een rechtvaardige en duurzame vrede, in overeenstemming met het internationaal recht en de resoluties van de VN, zo snel mogelijk en zonder verder uitstel;

Stuurt deze motie door:

- Aan de Eerste Minister, de Minister van Buitenlandse Zaken, de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de voorzitters van het Federale en Brusselse parlement, en aan de ambassades of vertegenwoordigingen van Palestina en Israël in België;
- Aan Brulocalis (voormalige Vereniging van Steden en Gemeenten), ter informatie en verspreiding;

De gemeenteraad van Oudergem bevestigt zijn onwankelbare gehechtheid aan de universele principes van het internationaal humanitair recht en de mensenrechten. Hij veroordeelt ondubbelzinnig elke vorm van geweld tegen burgers, waar ook ter wereld, ongeacht de daders, en verwerpt het gebruik van oorlog als middel om conflicten op te lossen. De Raad roept op tot onmiddellijke en onvoorwaardelijke bescherming van alle mensenlevens, tot eerbiediging van het internationaal recht door alle partijen, en tot een globale inzet voor een rechtvaardige en duurzame vrede, gebaseerd op de waardigheid en gelijkheid van alle volkeren. Hij uit ook zijn ernstige bezorgdheid over de risico's op escalatie en destabilisatie in de hele regio.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 26 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Martine Maelschalck, Philippe Adriaenssens, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Gabriela Banu.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 27 juni 2025

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos